



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

EMPLOI, SALAIRES, DROITS SOCIAUX CONTRE L'OFFENSIVE PATRONALE ET GOUVERNEMENTALE C'EST DANS LA RUE QUE NOUS DEVONS NOUS FAIRE ENTENDRE

BULLETIN NPA ENTREPRISES DU PERCHE

7 OCTOBRE 2021

Depuis 18 mois, gouvernement et patronat ont pris prétexte de la crise sanitaire pour détruire encore un peu plus les droits sociaux des travailleurs et dégrader nos conditions de travail. Le « pass sanitaire » en est un des derniers avatars. Mais non contents de leur gestion autoritaire et mensongère de l'épidémie de Covid-19, ils en ont profité pour accélérer leurs attaques, à l'image de la contre-réforme de l'assurance chômage qui s'applique depuis le 1er octobre.

Résultat : plus de 1,5 million de chômeurs vont voir leurs indemnités réduites en moyenne de 17 %. Sans oublier, évidemment, la réforme des retraites que le gouvernement peut remettre sur la table à tout moment...

Dans le même temps, 10.000 personnes continuent de mourir chaque jour dans le monde du Covid-19, alors que des vaccins efficaces à 90% contre les formes graves existent. Mais à cause des brevets de l'industrie pharmaceutique, moins de 1% des habitants des pays pauvres sont vaccinés. Et Macron qui participe au blocage de la demande de levée des brevets à l'Organisation Mondiale du Commerce !

AUGMENTEZ NOS SALAIRES !

Leur politique est claire : taper sur les chômeurs, réduire drastiquement leurs allocations, précariser et faciliter les licenciements dans le privé comme dans le public. Et pour tous les autres, à qui l'on veut faire croire qu'ils et elles ont bien de la chance de garder un emploi, il faudrait alors se satisfaire de conditions de travail dégradées, d'horaires infernaux et d'un salaire de misère...

Mais tandis que les salaires, les pensions et les allocations baissent ou stagnent, les dépenses ne cessent d'augmenter, à l'image de la hausse annoncée de 57 % du gaz depuis janvier 2021, de 12 % de l'électricité, des loyers qui deviennent inaccessibles, de l'essence qui frôle les 2 euros et des aliments de première nécessité qui deviennent inabordable.

C'est bien pour cela qu'une augmentation des

salaires n'aura de sens que si elle est indexée sur le vrai coût de la vie (le coût du logement, des biens de première nécessité, de l'énergie...).

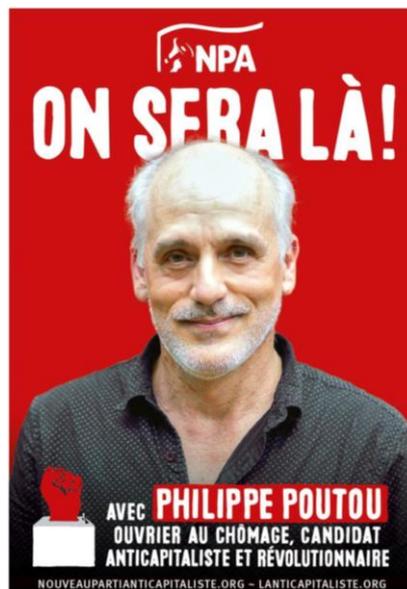
IL EST POSSIBLE DE SE BATTRE... ET DE GAGNER !

Le NPA, et son candidat Philippe Poutou, revendiquent une augmentation générale des salaires, des retraites et des allocations de 300 euros nets pour toutes et tous, et pas un salaire en dessous de 1.800 euros nets. Et pour que nous puissions toutes et tous travailler, il est nécessaire de répartir le travail entre tous. C'est pour cela que nous exigeons l'interdiction des licenciements et la baisse générale du temps de travail.

Pour financer tout cela, de l'argent, il en y a ! Au 1er juin 2021, les seuls milliardaires français totalisaient 492 milliards d'euros de patrimoine, soit près d'un cinquième du produit intérieur brut français. Et cette année, en France, ce sont plus de 51 milliards d'euros qui auront été distribués aux actionnaires !

Malgré la situation difficile que nous connaissons, le monde du travail ne se laisse pas faire ! Dans plusieurs entreprises, dans différents secteurs professionnels, elles et ils s'organisent déjà pour résister aux attaques.

Après la journée de grève et de manifestation du 5 octobre, toutes ces luttes, toutes ces revendications, doivent s'unir et converger pour construire le « tous ensemble » indispensable contre ce gouvernement. Aux côtés des chômeuses et des chômeurs durement attaqués, pour défendre l'ensemble de nos droits sociaux, arracher des augmentations de salaire et interdire les destructions d'emplois, il est plus que temps de reprendre durablement le chemin de la contestation sociale, dans les grèves et dans la rue.



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur

Et maintenant sur Facebook

HOMMAGE A TAPIE L'ESCROC ?

Les médias, les responsables politiques de droite et de gauche, le monde des affaires, se bousculent depuis lundi pour « rendre hommage » à Tapie. La société capitaliste célèbre l'un des siens.

Tapie a fait fortune en rachetant des entreprises au franc symbolique, puis en virant les salariés. La Vie Claire, Manufrance, Terrailon, autant d'arnaques qui furent ses titres de gloire. Les salariés de l'usine Wonder en firent les frais, quand racheté en 1984 Tapie licencia immédiatement 519 ouvrières et ouvriers. L'action Wonder fait alors un bond de 560 %.

Autant d'arnaques qui furent ses titres de gloire. Au point que Mitterrand en fit un ministre pour le donner comme exemple à la jeunesse, bien avant que Macron invite les chômeurs à devenir entrepreneurs

Escroc et bateleur, il n'aura même pas eu le temps d'être condamné pour les 400 millions d'€ qu'il devait, dans l'affaire Adidas, rembourser à l'état, c'est-à-dire à nos finances ...

À la différence des capitalistes un peu plus prudents, Tapie voulait parfois s'enrichir trop vite et ne faisait même pas semblant de respecter les lois. Tapie était dans leur camp, pas dans le nôtre.

TOUS VISÉS, CHOMEURS ET EMBAUCHÉS

L'indemnisation du chômage est modifiée par un décret applicable le 1^{er} octobre. Il ne prend en compte que les jours travaillés, les indemnités journalières se trouveront réduites pour les chômeurs n'ayant pas travaillé de façon continue, ou ayant eu des contrats d'intérim ou de CDD sans continuité. Ce qui fait beaucoup de monde.

1,15 million de personnes pourraient voir leur indemnité baisser de 17 % en moyenne (calcul de l'Unedic). Et pour ouvrir droit à une indemnisation il faudra avoir travaillé 130 jours dans les 24 mois précédents ou 910 heures.

Une dégressivité des allocations est aussi prévue. L'objectif est clair : faire pression à la baisse sur les salaires pour faire accepter n'importe quelles conditions de travail.

TRICHEUR ! LA RACAILE C'EST LUI !

Le tribunal correctionnel de Paris a condamné Nicolas Sarkozy à un an de prison ferme pour financement illégal de campagne électorale. Depuis des années, l'ex-président cumule les condamnations pour des délits divers et fait tout pour échapper à la prison.

Le plafond de la campagne présidentielle de 2012 a été dépassé, quasiment le double des autres candidats ! Nicolas Sarkozy est avocat de formation, il connaît la loi. Condamné à un an de prison ferme il a fait appel, comme François Fillon avant lui. Et vu ceux et celles qui défendent Sarkozy contre les juges, des Xavier Bertrand, Péresse, Zemmour et le RN, d'autres casseroles sont sûrement à venir !

En 2009, il déclarait la guerre à la délinquance dans un discours en banlieue : « Tolérance zéro, et encore zéro ! » Protégé par ses amis politiques et plusieurs non-lieux, ce délinquant de haut vol se croit vraiment au-dessus des lois.

LES PARADIS FISCAUX SE PORTENT MIEUX QUE JAMAIS

Une nouvelle enquête du Consortium international des journalistes d'investigation démontre que de nombreuses personnalités fortunées échappent toujours à l'impôt en

ayant recours aux paradis fiscaux. Pour arriver à cette conclusion, 600 journalistes de 150 médias répartis dans 117 pays ont épluché, durant de nombreux mois, 11,9 millions de documents. Leur rapport, confirme l'étude réalisée l'an dernier, qui évaluait à 11 300 milliards de dollars (**9 750 milliards d'euros**) les sommes détenues dans des places offshore.

« Les paradis fiscaux, c'est terminé ! » s'écriait Sarkozy il y a déjà douze ans. Vous rigolez !

Philippe POUTOU : « ON SERA LÀ ! »

En avril 2022 aura lieu le 1^{er} tour de l'élection présidentielle. Le NPA veut y défendre ses idées et propositions. Philippe POUTOU, 54 ans, a été ouvrier de l'automobile chez Ford Blanquefort (33). Confronté comme de nombreux salariés à la fermeture de son entreprise, Philippe a été l'un des animateurs de la mobilisation pour la défense de l'emploi, contre FORD, l'un des principaux trusts mondiaux de l'automobile.

Malgré des années de luttes l'usine a fermé et Philippe comme tous ses camarades est aujourd'hui au chômage. Depuis juin 2020 il est élu conseiller municipal d'opposition à Bordeaux, et sera donc le porte parole du NPA dans cette campagne ... mais on en reparlera.

PASSE SANITAIRE : NON AUX SANCTIONS

On se souvient tous des mensonges du gouvernement, des pénuries de masques, de surblouses, de tests... Et aussi lorsqu'ils envoyaient travailler des soignant(e)s testé(e)s positifs, quand ils étaient « asymptomatiques ». Et voilà que maintenant les gouvernants voudraient leur faire porter la responsabilité de l'épidémie.

Les ordres sont clairs : sans présentation du passe sanitaire, à partir du 15 septembre les agents seront suspendus, sans salaire. Cela concerne également les salarié(e)s contractuel(le)s.

En tout cas une chose est sûre, il n'est pas question d'accepter des sanctions contre des soignant(e)s ou des départs forcés qui ne feraient qu'aggraver le sous-effectif déjà catastrophique qu'ils connaissent. La vaccination, oui, mais priver certains et certaines d'entre eux de leur revenu ou de leur emploi, c'est inacceptable.

PÉDOCRIMINALITÉ, SCANDALE POUR QUI ...

Dans le rapport remis à la Conférence des évêques de France, la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église, estime que, depuis les années 1950, 3 000 prêtres ont abusé de plus de 200 000 enfants qui leur avaient été confiés.

Et il a précisé qu'il s'agissait là d'une estimation basse. En fait, pendant des années, des enfants ont été violés par des religieux avec la complicité tacite de leur hiérarchie qui les mutait d'un diocèse à l'autre pour qu'ils échappent aux poursuites ou bien obligeait les victimes et leurs familles à garder le silence.

Mais gageons qu'après avoir demandé publiquement pardon et fait réciter quelques Ave et quelques Pater aux fidèles, l'Église continuera à se présenter comme la fidèle gardienne de la morale, notamment sexuelle.

Si notre bulletin t'intéresse, n'hésite pas à le diffuser Ou à nous contacter : npa.perche@gmail.com Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 82 44 28 63
--